

## **DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**du 6 février 2019**

**Salle d'honneur de la Mairie à 20H00**

Le procès-verbal des délibérations suivantes a été affiché sur le panneau de la Mairie le 12 février 2019.

La convocation du Conseil Municipal avait été établie le 1<sup>er</sup> février 2019.

Présents : M. ALLAIN, M. BARTHOD, Mme GAUTHIER, Mme HACQUARD COLNOT, M. HEQUETTE, M. LORIGUET, M. MASSON, M. MOINE, Mme MORGADINHO, Mme MOUGNARD, M. TROUTIER, M. VALZER, M. VERNEREY, M. VERNIER

Absent(e)s excusé(e)s : Mme TRUCHETET (pouvoir à M. VERNEREY), Mme BONET (pouvoir à M. BARTHOD), Mme GIGNET (pouvoir à Mme MORGADINHO), Mme GAIFFE (pouvoir à Mme MOUGNARD), (Mme PRUNIAUX (pouvoir à M. MASSON), M. COUVAL.

Mme Hacquard-Colnot, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir les fonctions de Secrétaire de séance.

### **Affaires générales :**

**19-01 Proposition de contrat d'assurance statutaire (SOFAXIS)**

**19-02 Consultation pour un contrat groupe risques prévoyance et santé**

**19-03 Rétrocession à la commune d'une concession funéraire**

**19-04 Règlement de la distillerie communale**

**19-05 Convention avec la SPA portant « fonctionnement et gestion d'une fourrière »**

**19-06 Convention de stérilisation et d'identification des chats errants**

**19-07 Vente de matériel communal**

**19-08 Adhésion au groupement de commandes pour la fourniture d'électricité**

## **Affaires générales :**

### **19-01 Proposition de contrat d'assurance statutaire (SOFAXIS)**

Monsieur le Maire explique que la commune est actuellement adhérente au contrat groupe d'assurance des risques statutaires proposé par le centre de Gestion du Doubs ; Qu'il est très important pour un employeur public de contracter ce type d'assurance. En effet en cas d'absence pour raison de santé de ses agents CNRACL, c'est à lui qu'incombe la prise en charge des indemnités journalières voire des frais médicaux (en cas d'accident ou de maladie imputables au service), ce qui peut représenter un risque financier très important

Modèle délibération d'adhésion au contrat groupe d'assurance statutaire.

Monsieur le maire expose les éléments suivants :

- L'opportunité pour la collectivité de pouvoir souscrire un ou plusieurs contrats d'assurance des risques statutaires du personnel garantissant les frais laissés à sa charge, en vertu de l'application des textes régissant le statut de ses agents ;
- Que le centre de gestion de la fonction publique territoriale du Doubs peut souscrire un tel contrat pour son compte en mutualisant les risques ;
- Que le Centre de gestion a communiqué à la collectivité les résultats de la consultation lancée au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2018.

Vu la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale, notamment l'article 26 ;

Vu le Décret n°86-552 du 14 mars 1986 pris pour l'application de l'article 26 de la Loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif aux contrats d'assurances souscrits par les Centres de gestion pour le compte des collectivités locales et établissements territoriaux ;

Vu le Code des assurances ;

Vu le Code des marchés publics ;

Après en avoir délibéré, à 18 voix pour et une abstention, le conseil municipal décide :

- 1) d'accepter la proposition suivante :
  - Courtier / Assureur : Sofaxis / CNP
  - Durée du contrat : 4 ans à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2019.
  - Préavis : adhésion résiliable chaque année sous réserve de l'observation d'un préavis de six mois.
  - Régime : capitalisation (couverture des indemnités journalières jusqu'à la retraite des agents et des frais médicaux à titre viager).
  - Conditions :

Agents titulaires et stagiaires affiliés à la CNRACL :

- taux : 5,95% avec une franchise en maladie ordinaire de 10 jours par arrêt

Agents titulaires ou stagiaires non affiliés à la CNRACL et agents non titulaires de droit public :

- taux : 1,10 % avec une franchise en maladie ordinaire de 10 jours par arrêt
- 

- 2) de prendre acte que la contribution pour le suivi et l'assistance à la gestion des contrats d'assurance réalisés par le centre de gestion fera l'objet d'une facturation distincte et complémentaire annuelle. Cette contribution forfaitaire est assise sur la masse salariale de la collectivité.

- 3) D'autoriser :

- Son maire à signer tout document contractuel résultant de la proposition d'assurance, certificats d'assurance (contrats)
- Son maire à signer la convention pour l'adhésion à la mission facultative de suivi et d'assistance à la gestion des contrats d'assurance garantissant

la collectivité contre les risques statutaires avec le centre de gestion du Doubs

- le Centre de Gestion à récupérer, auprès de l'assureur ou de son courtier, de l'ensemble des données statistiques inhérentes aux périodes écoulées.

## **19-02 Consultation pour un contrat groupe risques prévoyance et santé**

### **Contexte :**

Le Maire informe le Conseil que depuis le décret n°2011-1474 paru le 10 novembre 2011 les employeurs publics ont la possibilité de contribuer financièrement à des contrats d'assurances destinés à couvrir le risque santé et le risque prévoyance de leurs agents.

Actuellement, notre commune accorde une participation financière aux agents qui ont souscrit un contrat risque prévoyance, c'est-à-dire les risques liés à l'incapacité de travail, l'invalidité ou le décès.

Ce financement n'est en aucun cas obligatoire pour les employeurs publics. L'adhésion à ces contrats est également facultative pour les agents.

L'article 25 de la loi du 26 janvier 1984 donne compétence aux centres de gestion pour organiser une mise en concurrence et souscrire ces contrats pour le compte des collectivités et établissements qui le demandent.

L'intérêt de cette mise en concurrence est d'engager une négociation sur les prestations, d'obtenir des conditions tarifaires et des garanties attractives et de fédérer les collectivités du Doubs et leurs agents dans un seul et même contrat.

Le centre de gestion du Doubs a décidé de renouveler sa démarche initiée en 2012 et de relancer une procédure de mise en concurrence qui portera sur le risque prévoyance et sur le risque Santé.

Il propose aux collectivités intéressées de se joindre à cette procédure en lui donnant mandat par délibération.

A l'issue de la consultation, les garanties et les taux de cotisation de l'offre retenue pour chaque risque seront présentés aux collectivités.

Les collectivités conserveront l'entière liberté d'adhérer à la convention qui leur sera proposée. C'est lors de l'adhésion à celle-ci que les collectivités se prononceront sur le montant de la participation définitif qu'elles compteront verser à leurs agents.

Cette participation ne pourra être égale à zéro ni dépasser le montant total de la cotisation et sera définie dans le cadre du dialogue social et après avis du Comité technique Paritaire.

### **Proposition :**

VU le Code Général des Collectivités Territoriales ;

VU le Code des Assurances ;

VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment l'article 26.

VU le décret n°2011-1474 du 8 novembre 2011 relatif à la participation des collectivités territoriales et de leurs établissements publics au financement de la protection sociale complémentaire de leurs agents ;

VU l'exposé du Maire (ou le Président) ;

Considérant l'intérêt de prendre en compte la protection sociale complémentaire prévoyance des agents de la collectivité, et de participer à cette mise en concurrence mutualisée proposée par le Centre de Gestion du Doubs ;

Le conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, décide :

- de se joindre à la procédure de mise en concurrence pour la passation de la convention de participation pour le risque prévoyance d'une part, et de la convention de participation pour le risque santé d'autre part, que le centre de Gestion du Doubs va engager en 2019 conformément à l'article 25 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

- de prendre acte que les tarifs et garanties lui seront soumis préalablement afin qu'il puisse prendre décision de signer ou non l'un ou l'autre convention de participation souscrite par le Centre de Gestion du Doubs à compter du 1er janvier 2020.

### **19-03 Rétrocession à la commune d'une concession funéraire**

Vu le CGCT, notamment l'article L2223-13 et suivant ;

Vu l'arrêté municipal en date du 26 avril 2018, accordant à M. Courvoisier une concession pour 30 ans, répertoriée sous le numéro 2018-529 ;

Considérant la demande de rétrocession de M. Courvoisier de rétrocéder à la commune de Thise ladite concession ;

Considérant que la concession est libre de tout corps depuis le 18/12/2018.

En vertu des arrêts du Conseil d'Etat « cordier » du 30 mai 1962 et « Herail » du 11 octobre 1957, il est proposé au conseil municipal de rembourser la part non utilisée, à dater du 26 avril 2018. Le calcul proposé est le suivant :

Prix d'achat de la concession de 30 ans : 90 €

Nombre de mois non utilisés : 352

Nombre total de mois : 360

Soit  $(90 \times 352) : 360 =$  **88 €**

Considérant toutefois que la gestion de ce dossier inédit a nécessité la mobilisation de plusieurs agents, tant sur le terrain que dans les services administratifs, il est proposé de retenir à ces 88 € la somme complémentaire de **50 €**.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal décide :

- D'accepter la rétrocession de la concession consentie à M. Courvoisier
- De procéder au remboursement à son profit de la somme de **38 €**

### **19-04 proposition de règlement de la distillerie communale**

Monsieur expose au conseil municipal qu'un administré domicilié à Besançon a fait une demande d'utilisation de l'Alambic communal. Historiquement, ce dernier n'était destiné qu'à des résidents de la commune. Toutefois, cela ne résulte d'aucune disposition puisqu'après recherches, aucun règlement de distillerie n'a été adopté par la commune. Un tarif de 35 euros pour son utilisation a toutefois été adopté et régulièrement reconduit par le conseil municipal.

Monsieur le Maire propose donc un projet de règlement comportant la possibilité d'ouvrir l'utilisation de l'alambic communal aux non-résidents qui en feraient la demande, ainsi qu'un tarif spécifique ou non réservé à ces derniers.

#### **Proposition :**

ARTICLE 1 : Les propriétaires de parcelles classées en verger et vignes sur le cadastre peuvent distiller le produit de leurs parcelles.

ARTICLE 2 : La déclaration de distillation peut être retirée auprès des douanes ou en mairie.

Ce document est à adresser aux Douanes 10 jours avant (courrier) ou 3 jours avant (dépôt direct) la distillation, à l'adresse suivante :

Bureau des Douanes de Besançon  
1 rue Saint Christophe  
ZAC Valentin Ouest  
25480 ECOLE VALENTIN

ARTICLE 3 : L'utilisation de l'alambic nécessite sa réservation en mairie.

Les clefs de la distillerie seront remises la veille et rendues le lendemain de la distillation aux jours ouvrables de la mairie (attention aux fermetures du secrétariat notamment en fin d'année).

ARTICLE 4 : Prix de la journée de distillation

Par délibération du 6 février 2019 :

- 35 € pour les habitants de la commune (tarif actuel)
- 35 € pour les non-résidents

ARTICLE 5 : Il appartient à l'utilisateur de contracter les assurances nécessaires permettant de garantir sa responsabilité de locataire à l'égard de la commune, de ses agents, et des tiers.

L'utilisateur s'engage à pouvoir justifier qu'il est titulaire d'un tel contrat avant tout début d'occupation effective au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

La salle est mise à disposition en son bon état habituel sans que l'utilisateur puisse éventuellement exercer un recours contre la Commune pour raison soit de mauvais état, soit de vice apparent ou caché. Ainsi, pour une bonne utilisation de l'alambic, merci de respecter les recommandations suivantes :

- les cendres sont à récupérer par l'utilisateur
- ne pas utiliser d'eau pour éteindre le feu (risque de dégradation des briques réfractaires)
- laisser le local propre après utilisation.

La commune décline toute responsabilité en cas de vol, sinistre ou détérioration du matériel et des objets de toute nature entreposés ou utilisés dans la salle par le locataire.

Elle ne pourra en aucun cas être tenue responsable des conséquences d'une mauvaise utilisation de l'alambic.

Après en avoir délibéré, à 13 voix pour, 5 contre et une abstention, le conseil municipal adopte le présent projet de règlement.

#### **19-05 Convention avec la SPA portant « fonctionnement et gestion d'une fourrière ».**

M. le Maire propose au conseil municipal de souscrire une convention de fourrière avec la "société protectrice des animaux" de Besançon afin de répondre aux impératifs de la loi en matière d'animaux errants, précisés par les articles L 2212-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, et l'article 213 et suivants du code rural (loi 89-412 du 22 juin 1989 et loi 99-5 du 6 janvier 1999).

Monsieur le Maire précise que l'allocation annuelle s'élève à 0.35 € par habitant, étant entendu que la commune peut émettre à l'encontre des propriétaires des animaux, s'ils sont connus, un titre de recouvrement concernant les frais de conduite au refuge. La convention est conclue pour une durée d'un an et tacitement reconduite d'année en année, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des deux parties au moins un mois avant la fin de la période en cours.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal :

- Valide les termes de la convention pour le fonctionnement et la gestion d'une fourrière ;
- Autorise le maire à la signer ainsi que tout document afférent.

#### **19-06 Convention de stérilisation et d'identification des chats errants**

M. le maire expose au conseil municipal que la multiplication des chats errants est régulièrement pointée par les administrés de certains quartiers de la commune. Il propose de conventionner avec la fondation 30 millions d'amis, qui propose de prendre en charge à hauteur de 80 € pour une ovariectomie + tatouage et 60 € pour une castration + tatouage. La fondation règlera les sommes directement au praticien choisi par la commune.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le conseil municipal :

- valide cette proposition de convention ;
- Autorise pas le maire à signer tout document afférent.

#### **19-07 Vente de matériel communal**

M. le Maire expose au conseil municipal qu'un inventaire a été réalisé par les services techniques, faisant apparaître un certain nombre d'équipements dont la commune n'a plus l'utilité. La liste est la suivante :

- 1 auto laveuse Nilfisk (batterie HS)
- 1 système audio BOUYER – ampli (ancien matériel de la salle des fêtes)
- 1 ampli
- 1 tondeuse autoportée ETESIA RTEB 56 (axe HS)
- 4 pneus UNIMOG Goodyear - état moyen
- 1 benne pour Dacia dokker pick-up – Kollé – Bon état
- 16 mètres de barrières vertes, 1 portillon et portail (ancienne clôture des écoles), 7 pieds
- 23 mètres de barrières anthracite droites et 3 angles de 1.70 m
- 1 tondeuse auto portée Gianni
- 1 véhicule Kangoo pour pièces
- 1 remorque benne type agricole état vétuste
- 1 brosse de balayage AGRAM avec prise de force
- 2 paniers de basket extérieur
- 10 poteaux galva
- 4 globes (anciens luminaires)
- Bois à fendre (essences diverses – 3 stères)
- 3 rouleaux neufs de grillage bas galva style bordure de jardin
- Lot de 3 petites étagères
- 2 luminaires d'éclairage public et 9 caches THORN

Petits meubles divers - état moyen (petites chaises, tables...)

Monsieur le maire propose de mettre en vente ce matériel, après en avoir fixé le coût avec les services techniques.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité, autorise M. le maire à :

- vendre les équipements de la liste ci-dessous ;
- fixer un prix adéquat en lien avec les services techniques ;
- signer tout document afférent.

## **19-08 Adhésion au groupement de commandes pour la fourniture d'électricité**

### **Contexte**

La loi NOME (Nouvelle Organisation des Marchés de l'Electricité) du 7 décembre 2010 prévoit l'extinction des tarifs réglementés applicables aux consommateurs souscrivant une puissance supérieure à 36 KVa (anciens - TRV - Tarifs Réglementés de Vente dits jaunes et verts) au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

En conséquence, il incombe aux acheteurs publics concernés de lancer une procédure de mise en concurrence ou de faire appel aux services d'une centrale d'achats.

Pour information, le budget annuel d'électricité de la Ville de Besançon s'élève à environ 3 100 k€. La part concernée par les textes représente 55% dont 18% de tarifs jaunes 37% de tarifs verts (les 45% restant concernent les tarifs bleus gardés en TRV, dont 39% d'Eclairage Public). Il s'élève à 179 k€ environ pour la CAGB, et à 162 k€ environ pour le CCAS.

L'électricité n'étant pas un produit stockable, l'impact de l'effet de volume sur le prix du kWh est donc très faible voire inexistants. Ce coût du kWh dépend surtout des niveaux de puissances atteintes dans des plages prévues de consommation et des moyens instantanés de production.

Les gains potentiels sont indirects, ils résident dans la répercutions et la répartition des coûts liés aux services associés à la fourniture, services dont l'objectif premier est l'optimisation et la maîtrise des consommations et des coûts de l'énergie. Les gains se font également sur les frais de gestion autrefois opaques mais aujourd'hui de plus en plus transparents dans la composition des Prix Unitaires.

De ce fait, au-delà du simple prix du kWh, les offres liées au services ainsi qu'aux conditions de facturation deviennent des critères déterminants dans le choix du fournisseur.

Tenant compte de la conclusion ci-dessus et à travers notamment un cahier des charges précis, il apparaît opportun de constituer un groupement de commandes à l'échelle de l'agglomération, permettant non seulement de réduire la part des frais par adhérent mais également d'avoir une vision globale sur les profils de consommation des équipements au niveau du territoire.

La liste définitive des membres du groupement de commandes sera incluse à la convention spécifique dont le projet est annexé à la présente délibération.

Ainsi, il est proposé de créer, pour l'achat de fourniture d'électricité, en application de l'article 28 de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics, un groupement de commandes dont le coordonnateur sera la Ville de Besançon. Les principales missions assurées par ce dernier seront les suivantes : centralisation du recensement des besoins des membres du groupement, détermination de la procédure de passation applicable, élaboration du dossier de consultation des entreprises, analyse des candidatures et des offres, signature et notification du marché au titulaire.

Le groupement de commandes sera constitué pour une durée indéterminée ; la convention prendra fin lors de l'extinction du besoin.

Le coordonnateur du groupement réalisera cette mission à titre gracieux.

### **Procédure**

La forte volatilité des prix de l'électricité rend opportun le recours à un accord-cadre car ce type de contrat permet une courte durée de validité des offres.

La première phase de l'accord-cadre permettra de désigner trois (03) titulaires maximum sur la base de critères techniques. La note qui en découlera sera reprise en considération dans l'appréciation de la deuxième phase.

La deuxième phase de l'accord-cadre permettra de désigner l'attributaire (01) du marché subséquent sur la base d'une meilleure offre de prix intégrant la note liée à la première phase (finalité : décourager les offres abusives et/ou anormalement basses).

Entre les deux phases, il sera recensé les besoins en volume d'EnR (Energies Renouvelable – Electricité d'origine verte) auprès des adhérents pour faire appel aux offres de prix avec des volumes définitifs (en EnR et Hors EnR).

La durée de l'accord-cadre est de trois (03) ans.

Pour information, le montant annuel estimé des consommations électriques sous marché (hors TRV) pour le coordonnateur du groupement est de l'ordre de 1 500 k€ HT (Ville de Besançon).

Compte tenu du montant annuel des commandes, l'accord cadre à marchés subséquents sera conclu selon la procédure d'appel d'offres ouvert sans minimum ni maximum (articles 67 et 68 du Décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics).

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- accepte les termes de la convention de groupement de commandes spécifique à l'achat d'électricité,
- autorise l'adhésion de la Commune de Thise en tant que membre au groupement de commandes pour la fourniture d'électricité,
- autorise Madame / Monsieur le Maire à signer la convention de groupement de commandes avec les membres désignés dans le projet de convention,
- autorise le coordonnateur du groupement à lancer la procédure de passation et à signer l'accord-cadre et les marchés subséquents issus du groupement de commandes pour le compte de la commune / l'adhérent et ce sans distinction de procédures ou de montants lorsque les dépenses sont inscrites au budget.



## RÉCAPITULATIF

Liste des délibérations, numérotées dans l'ordre chronologique :

♦ Délibération	19-01	Proposition de contrat d'assurance statutaire (SOFAXIS) 18 voix pour et une abstention
♦ Délibération	19-02	Consultation pour un contrat groupe risques prévoyance et santé Unanimité
♦ Délibération	19-03	Rétrocession à la commune d'une concession funéraire Unanimité
♦ Délibération	19-04	Proposition de règlement de la distillerie communale 13 voix pour, 5 contre et une abstention
♦ Délibération	19-05	Convention avec la SPA portant « fonctionnement et gestion d'une fourrière » Unanimité
♦ Délibération	19-06	Convention de stérilisation et d'identification des chats errants Unanimité
♦ Délibération	19-07	Vente de matériel communal Unanimité
♦ Délibération	19-08	Adhésion au groupement de commandes pour la fourniture d'électricité Unanimité

## SIGNATURES

Loïc ALLAIN		Bernard BARTHOD	
Brigitte BONET	XXXXXXX	Damien COUVAL	XXXXXXXXXX
Marie-Claude GAUTHIER		Emmanuelle GAIFFE	XXXXXXXXXX
Cécile GIGNET	XXXXXXXXXX	Sophie HACQUARD-COLNOT	
Thibaut HEQUETTE		Alain LORIGUET	
Roger MASSON		Jean-Pierre MOINE	
Maria MORGADINHO		Martine MOUGNARD	
Fabienne PRUNIAUX	XXXXXXXXXX	Denis TROUTIER	
Geneviève TRUCHETET	XXXXXXXXXX	Claude VALZER	
Claude VERNEREY		Nicolas VERNIER	